



**Convention contre la torture
et autres peines ou
traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr.
GÉNÉRALE

CAT/C/SR.765
21 mai 2007

Original: ANGLAIS

COMITÉ CONTRE LA TORTURE

Trente-huitième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 765^e SÉANCE

tenue au Palais Wilson, à Genève,
le mardi 8 mai 2007, à 10 heures

Président: M. MAVROMMATIS

SOMMAIRE

EXAMEN DES RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS PARTIES EN APPLICATION
DE L'ARTICLE 19 DE LA CONVENTION (suite)

Cinquième rapport périodique de l'Ukraine

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 h 05

EXAMEN DES RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS PARTIES EN APPLICATION
DE L'ARTICLE 19 DE LA CONVENTION (suite)

Cinquième rapport périodique de l'Ukraine (CAT/C/81/Add.1; CAT/C/UKR/Q/5, 5/Rev.1 et 5/Rev.1/Add.1)

1. Sur l'invitation du Président, les membres de la délégation de l'Ukraine prennent place à la table du Comité.
2. Le PRÉSIDENT invite la délégation à résumer ses réponses écrites (CAT/C/UKR/Q/5/Rev.1/Add.1) à la liste de questions du Comité, qui ont été remises en russe uniquement.
3. M. TURZYANSKYI (Ukraine), prenant la parole en tant que représentant du Médiateur, attire l'attention sur une publication éditée par son bureau concernant les observations finales du Comité sur le quatrième rapport périodique de l'Ukraine, et qui sera distribuée aux membres du Comité.
4. Le PRÉSIDENT s'inquiète de ce que le représentant du Médiateur fasse partie de la délégation gouvernementale, ce qui met en doute l'indépendance de son bureau.
5. Mme LUTKOVSKA (Ukraine) explique que le représentant du Médiateur et les deux conseillers du Commissaire aux droits de l'homme présents à la séance ne font pas partie de la délégation gouvernementale en tant que telle; ils sont totalement indépendants du Gouvernement.
6. Elle attire l'attention sur une série de changements importants en Ukraine depuis la présentation du cinquième rapport périodique en 2004. Le Gouvernement a ratifié le Protocole facultatif à la Convention et désigné le Commissaire aux droits de l'homme en qualité de mécanisme national de prévention prévu par le Protocole.
7. Au titre de modifications récentes de la législation, les prisonniers ont désormais le droit de correspondre sans censure avec le Bureau du Procureur général et le Commissaire aux droits de l'homme mais également avec tous les organes internationaux des droits de l'homme. Des groupes permanents mobiles ont été mis en place pour surveiller le respect des droits de l'homme dans les institutions du Ministère de l'intérieur dans toutes les provinces. En 2005, un Conseil pour la protection des droits de l'homme, appelé Conseil social, a été instauré au Ministère de l'intérieur et en 2006, des antennes du Conseil ont été mises en place dans chaque province. Deux tiers des membres du Conseil sont des représentants d'organisations des droits de l'homme.
8. Un programme entamé en 2006 vise à remettre en état les cinq établissements de rétention provisoire et à les mettre aux normes européennes. La législation est surveillée en permanence pour assurer le respect de la Convention européenne des droits de l'homme et la pratique de la Cour européenne des droits de l'homme.

9. En réponse à la première question de la liste, elle dit que, dans le Code pénal amendé, la définition de la torture est plus spécifique et fixe des peines de 10 à 15 ans d'emprisonnement pour les mauvais traitements perpétrés par les agents de la force publique.
10. M. MARTYNENKO (Ukraine), répondant à la question 2 sur le traitement des prisonniers, plus particulier des prisonniers étrangers, dit que de récents amendements de la loi relative aux forces de police, prévoient l'assistance médicale immédiate pour les détenus si nécessaire et consolide tous les droits des détenus dès le début de la détention.
11. M. SHYNALSKYI (Ukraine), passant à la question 3, dit que le Bureau du Procureur général procède à des inspections pour s'assurer de l'application de la législation pertinente sur l'exécution des sentences pénales et du respect des droits des détenus dans l'application des mesures coercitives. Ces inspections accordent une attention particulière aux droits des femmes dans les établissements correctionnels. Il y a une surveillance permanente de la légalité des mesures adoptées par le personnel pénitentiaire, notamment l'isolement. En 2006, le Procureur général a reçu 560 plaintes pour mauvais traitement de femmes dans les lieux de détention; 6 ont été considérées comme recevables et 3 ont entraîné la condamnation des fonctionnaires concernés.
12. M. HLIEBOV (Ukraine), en réponse à la question 4 sur les mesures prises pour empêcher le bizutage dans les forces armées, dit que le Code pénal contient trois articles à ce sujet et fixe les peines correspondantes. Les mesures pratiques prises pour résoudre le problème sont notamment l'introduction d'un système d'inspection physique des soldats pour déceler les lésions corporelles. L'examen impartial de toutes les plaintes reçues est obligatoire. Une ligne d'assistance téléphonique d'urgence confidentielle et gratuite a été mise en place pour toutes les unités militaires et des installations spéciales permettent d'appeler ce service d'assistance d'urgence. Un site Internet a également été créé, pour enregistrer les plaintes et après vérification de la crédibilité des informations, les mesures appropriées sont prises. Plus de 93 % des cas rapportés sont immédiatement transmis aux tribunaux.
13. En 2004, les coupables étaient de simples soldats dans 123 cas et en 2005, leur nombre est tombé à 83. Sur les 40 cas de 2007, deux seulement ont entraîné des lésions corporelles, les autres un préjudice psychologique. Il n'y a eu aucun cas de suicide suite à un comportement inapproprié. En 2004, il y a eu un décès par négligence et le responsable a été condamné. Il n'y a eu aucun cas similaire en 2005 mais en 2006, il y en a eu deux: un major ivre a abattu un soldat, acte pour lequel il a été condamné à neuf ans d'emprisonnement, et un autre cas de blessures corporelles a entraîné la mort d'un simple soldat. Des mesures disciplinaires ont été prises dans de nombreux cas et des soldats ont été exclus de l'armée.
14. M. MARTYNENKO (Ukraine), en réponse à la question 5 sur les commissions spécialement instaurées qui procèdent à des inspections périodiques minutieuses des locaux officiels pour identifier les objets pouvant être utilisés dans le cadre de méthodes d'interrogatoire non autorisées, dit que leurs activités sont régies par les décisions d'un organe collégial dépendant du Ministère de l'intérieur. Les résultats de leurs inspections sont transmis au Bureau du Procureur général.
15. En ce qui concerne les mesures incitatives de carrière pour les agents de la force publique, il dit qu'il existe un système de médailles et de promotions pour le bon travail et la discipline

dans les cas particulièrement difficiles. Les mesures pour sanctionner les responsables d'inconduite sont notamment la rétrogradation, une diminution de salaire pouvant aller jusqu'à 25 % et le renvoi.

16. M. KHANIUKOV (Ukraine), en réponse également à la question 5 sur les subdivisions spéciales pour former les fonctionnaires au sein du système pénitentiaire, dit que les activités de ces unités sont réglementées principalement par le Code d'application des peines. Au cours de la période 2005 – 2007, il n'y a eu aucune action constituant un abus d'autorité. Les unités ont mené leurs activités sur la base de plans convenus avec les bureaux régionaux du Procureur général. Des sessions spéciales de formation ont été organisées en 2000 et 2002, sans impliquer les prisonniers.

17. M. MARTYNENKO (Ukraine), passant à la question 6, dit que la mise en application de la loi sur la prévention de la violence domestique, entrée en vigueur en 2002, relève de la responsabilité du Ministère de l'intérieur et de la police régionale. Des cours de formation spéciaux sont organisés pour les fonctionnaires de police sur la question de la violence familiale. En 2006, quelque 85 000 personnes ont reçu des avertissements officiels pour cause de violence domestique.

18. M. SHYNALSKYI (Ukraine), en réponse à la question 7, dit que, en vertu du Code pénal, les étrangers et les apatrides résidant en Ukraine et qui ont commis des délits en dehors du pays, peuvent être extradés vers des États étrangers pour y être traduits en justice, pour autant que l'extradition soit conforme aux accords internationaux et bilatéraux auxquels l'Ukraine adhère, en particulier la Convention européenne d'extradition. En vertu de la Constitution, il peut être fait appel de toutes les décisions des organes judiciaires ou gouvernementaux, y compris des décisions d'extradition et en 2006, plus de 35 recours relatifs à des décisions d'extradition ont été traités.

19. Mme LUTKOVSKA (Ukraine), en réponse à la question 8, dit qu'en application des modifications récentes de la loi sur les réfugiés, les non-ressortissants qui résident temporairement et légalement en Ukraine peuvent demander l'asile, pour autant qu'ils soumettent leur demande avant l'expiration de leur permis de séjour. Le recours contre un ordre d'expulsion devant les tribunaux suspend la procédure d'expulsion, sauf si la sécurité et la sûreté de l'État sont en jeu.

20. M. SHYNALSKYI (Ukraine), faisant référence à la question 9, dit que le Gouvernement a reçu des informations écrites du Bureau du Procureur ouzbek disant que les quatre ressortissants ouzbeks extradés en 1999 ont eu accès à un avocat pendant leur procès mais ont refusé cette assistance et n'ont pas déposé plainte pendant le procès. En ce qui concerne les 11 demandeurs d'asile ouzbeks, au moment d'examiner leur demande, les autorités d'asile ont constaté qu'ils avaient commis plusieurs délits et il n'y avait aucune raison de penser qu'ils seraient persécutés dans leur propre pays. Leurs demandes ont donc été rejetées. Les demandeurs d'asile ont tous fait des déclarations disant qu'ils comprenaient parfaitement la décision et ne souhaitaient pas faire appel.

21. Passant à la question 10, il dit que, outre le recours devant les tribunaux, les décisions d'extradition peuvent être portées devant le Médiateur. Les personnes qui ont obtenu un statut de

réfugié en Ukraine ne peuvent pas être extradées. La police des frontières ne peut détenir et expulser de force une personne qu'en fonction d'une décision judiciaire.

22. M. SIVERS (Ukraine) dit que les agents de la force publique qui commettent des actes de torture doivent en répondre en vertu de l'article 127 du Code pénal (question 11). Les actes de torture qui entraînent la mort de la victime sont passibles de 12 à 15 ans d'emprisonnement ou d'emprisonnement à vie. La tentative d'actes de torture est passible d'une peine de 3 à 10 ans de prison et de 10 à 15 ans si elle est le fait d'agents de la force publique.

23. Mme LUTKOVSKA (Ukraine) dit que la définition de la torture de l'article 127 du Code pénal contient tous les éléments stipulés par l'article premier de la Convention (question 12). Des poursuites pénales ont été entamées contre des fonctionnaires au titre de l'article 127 dans cinq cas en 2005 et en 2006, et deux en 2007. De 2001 à 2006, aucun membre du personnel militaire n'a été condamné pour torture. En vertu de l'article 373 du Code pénal, le recours à la force pour obtenir une déposition est passible de trois ans d'emprisonnement. L'usage de la force avec violence pour obtenir une déposition est passible de trois à huit ans d'emprisonnement.

24. En réponse à la question 13, elle dit que la Constitution accorde des libertés et des droits égaux aux ressortissants ukrainiens, aux apatrides et aux étrangers.

25. M. SHYNALSKYI (Ukraine) dit que si l'Ukraine refuse d'extrader une personne soupçonnée d'avoir commis un crime dans un autre pays, des poursuites pénales sont entamées contre cette personne si elle est détenue en Ukraine (question 14). La procédure pour le transfert des poursuites dans les affaires criminelles est exposée dans la Convention européenne sur la transmission des procédures répressives ainsi que d'autres accords internationaux sur l'assistance judiciaire.

26. M. BIDNYI (Ukraine) dit que de vastes programmes de formation sont organisés pour les médecins légaux et le personnel médical qui s'occupent des personnes privées de liberté, des demandeurs d'asile ou des réfugiés (question 15). Les examens légaux sont effectués par des experts indépendants sous la supervision du Ministère de la santé, pour déceler des signes de violence physique et psychologique.

27. M. SHYNALSKYI (Ukraine) dit que le 30 mai 2001 et le 29 janvier 2002, des exercices d'entraînement spéciaux ont été organisés dans la colonie pénitentiaire de Zamkovaya en vue d'éviter les incidents d'insubordination massive et les prises d'otages. Plusieurs fonctionnaires ont assisté aux exercices et personnellement auditionné les détenus après la fin des exercices. Aucun détenu ne s'est plaint à ces fonctionnaires d'un recours excessif à la force pendant les exercices. Deux plaintes ont été déposées plus tard, par M. V.V. Ilchenko, détenu, et M. V.G. Zherdev, défenseur des droits de l'homme, alléguant le recours injustifié à la force contre eux pendant les exercices. Le Bureau du Procureur général les a examinées et rejetées. Aucun exercice spécial n'a été organisé dans la colonie depuis 2005.

28. M. MARTYNENKO (Ukraine) dit qu'un cours spécial sur la démocratie et les droits de l'homme a été intégré dans le programme des universités. Une formation aux droits de l'homme est dispensée au personnel de police à tous les niveaux.

29. En ce qui concerne la question 16, il dit que 10 % de la «police en uniforme» et 44 % de la police en civil sont des femmes. Les moins de 30 ans représentent 44,8 % du personnel des forces de police, les 30 à 45 ans représentent 51,5 % et les 45 à 50 ans représentent 3,2 %. Les Ukrainiens de souche constituent 83,9 % des forces de police et les Russes de souche 13,8 %. Le personnel de police d'origine bélarussienne, moldave, azerbaïdjanaise, bulgare, arménienne et autres représente 0,1-0,4 %.

30. M. SHYNALSKYI (Ukraine) dit que l'article 24 du Code de procédure pénale dresse la liste des fonctionnaires autorisés à visiter des lieux de détention (question 17). Le respect des droits et libertés constitutionnels des détenus est assuré par le Commissaire aux droits de l'homme de la Verkhovna Rada et des commissions spéciales de surveillance.

31. Mme LUTKOVSKA (Ukraine) dit que le Gouvernement est toujours en train de mettre en place un mécanisme national de prévention efficace et souhaiterait une aide à cet égard.

32. M. MARTYENKO (Ukraine), en ce qui concerne la question 18, dit que le Ministre de l'intérieur a publié trois décrets en vertu desquels les autorités sont tenues, notamment, d'avertir la famille des détenus de leur détention, d'informer les détenus de leurs droits et de leur fournir une assistance médicale et juridique.

33. M. SHYNALSKYI (Ukraine) dit que les institutions d'application de la loi veillent à ce que les détenus ne soient pas l'objet de pressions les incitant à refuser les services d'un avocat (question 19). Une aide juridictionnelle gratuite est fournie aux indigents par les membres de l'association des avocats ou d'autres personnes ayant une expérience juridique suffisante. Le Code de procédure pénale ne contient aucune disposition limitant la durée d'interrogatoire ni aucune exigence de pause pendant les interrogatoires.

34. Mme LUTKOVSKA (Ukraine) dit que des mesures sont prises pour améliorer la fourniture d'une assistance juridique gratuite et la possibilité est envisagée de fournir gratuitement un avocat à chaque nouveau détenu. En Ukraine, les avocats sont, par définition, membres de l'ordre des avocats. Un avocat désigné pour fournir une assistance juridique gratuite à un détenu ne peut pas refuser de le faire.

35. M. SHYNALSKYI (Ukraine), en réponse à la question 20, dit que les détails des lésions corporelles subies par un détenu sont enregistrés et dans un document officiel. Le détenu est examiné par un médecin pour déceler d'éventuelles blessures ou maladies et s'assurer qu'il ou elle peut être placé(e) en détention sans danger. Le Bureau du Procureur général étudie et prend les mesures concernant les plaintes déposées par les détenus en cas de recours à la torture ou d'autres violations de leurs droits.

36. M. KHANIUKOV (Ukraine) dit que les mineurs sont séparés des adultes en garde à vue (question 21). Dans des cas exceptionnels, deux adultes peuvent être placés avec un mineur, pour autant qu'ils purgent leur première peine et ne soient pas condamnés pour des délits graves. Des activités spéciales, éducatives et sportives sont organisées pour les mineurs, qui bénéficient aussi d'un soutien psychologique professionnel.

37. M. SHYNALSKYI (Ukraine) dit que la durée maximale de garde à vue d'un suspect est de 72 heures à partir de son arrestation (question 22).

38. M. KHANIUKOV (Ukraine) dit que les perquisitions en prison sont effectuées en application de la loi, en vue de confisquer les objets non autorisés (question 24). Aucune plainte n'a été reçue de détenus concernant ces perquisitions. Une enquête sur les incidents visés a été menée et il n'y a aucune raison de croire que des détenus ont été frappés ou intimidés, ni que des documents ont été saisis.
39. Mme LUTKOVSKA (Ukraine) dit qu'en 2006, 376 cas de traite d'êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle ont été décelés et 97 personnes ont été condamnées pour ce délit dans une ou plusieurs affaires (question 25). Un vaste programme pour lutter contre la traite des êtres humains est mis en œuvre et une ligne d'assistance téléphonique d'urgence a été mise en place pour les victimes de la traite.
40. M. SHYNALSKYI (Ukraine) dit que les plaintes des détenus au Bureau du Procureur général sont confidentielles en vertu de la loi et doivent y être envoyées par le personnel pénitentiaire dans les 24 heures (question 26).
41. Deux fois par an, le Bureau du Procureur général fait rapport à la Commission nationale de statistiques, notamment concernant le respect de la loi par ses fonctionnaires, lors de l'application des décisions judiciaires dans les affaires criminelles (question 27). La responsabilité pénale et disciplinaire du personnel du Bureau du Procureur général est prévue par la loi. Le Gouvernement projette de réformer le système d'administration judiciaire en général et le Bureau du Procureur général en particulier.
42. M. MARTYNENKO (Ukraine) dit que le Bureau du Procureur général et le Ministère de l'intérieur peuvent fournir des données concernant les plaintes et les enquêtes relatives aux abus allégués dans les centres de détention (question 28). Toutefois, il n'existe à ce jour aucun système unifié de collecte de ces données.
43. Mme LUTKOVSKA (Ukraine), faisant référence à la même question, dit que les plaintes concernant les abus peuvent être déposées à n'importe quel moment et doivent être envoyées au destinataire, par le personnel de l'établissement pénitentiaire, dans les 24 heures.
44. Aucune disposition n'empêche les membres des forces armées de déposer des plaintes confidentielles auprès du Commissaire aux droits de l'homme (question 29).
45. M. SHYNALSKYI (Ukraine) dit que les personnes illégalement détenues, condamnées ou fouillées ont droit à une indemnisation (question 30). En ce qui concerne les 1 400 plaintes qui n'ont pas donné lieu à des condamnations pénales, il dit que beaucoup d'entre elles peuvent avoir été non fondées.
46. Mme LUTKOVSKA (Ukraine) dit qu'une déposition obtenue sous la torture ne peut pas être utilisée et que les sentences du tribunal prononcées sur cette base doivent être revues (question 31).
47. M. MARTYNENKO (Ukraine) dit que 80 % des établissements de détention temporaire sont conformes aux normes minimales pour le traitement des personnes privées de liberté (question 32).

48. M. KHANIUKOV (Ukraine) dit qu'une série de programmes sont mis en œuvre pour empêcher la propagation du VIH/Sida et prêter assistance aux personnes atteintes du VIH/Sida. Un programme de prévention de la tuberculose a été conçu pour la période 2007-2011. Ces programmes sont destinés au grand public mais aussi aux personnes privées de liberté.

49. Mme LUTKOVSKA (Ukraine), commentant les conditions de détention dans les établissements de détention provisoire (question 32), dit que les fouilles corporelles sont toujours effectuées par des personnes du même sexe que le détenu, que tous les effets personnels sont soigneusement entreposés et remis aux détenus à leur libération.

50. M. KHANIUKOV (Ukraine) décrit les mesures prises pour améliorer les conditions des prisonniers condamnés à perpétuité. Il explique que, en vertu de la législation actuelle, les prisonniers sont autorisés à dormir huit heures avec un éclairage correctement tamisé. En application du Code de procédure pénitentiaire, tout est fait pour fournir les moyens de protection nécessaires, des opportunités de travail, la sécurité et des installations sanitaires. Des activités récréatives, de loisirs et d'exercice sont disponibles également, le respect total des convictions religieuses est assuré et les visites des familles sont autorisées. En outre, certains membres du personnel pénitentiaire sont compétents pour fournir un soutien psychologique au besoin. La réorganisation du régime de condamnation à perpétuité vise, surtout, à assurer un mode de vie équilibré pour les prisonniers.

51. Mme LUTKOVSKA (Ukraine) dit que les autorités n'ont pas étudié la possibilité d'existence de matériel pouvant être utilisé pour infliger la torture (question 37) et n'ont dès lors pas jugé nécessaire de légiférer dans ce domaine. Toute la législation nationale de l'Ukraine est compatible avec ses obligations au titre des accords internationaux et contient les protections nécessaires en matière de droits de l'homme, sur la base de la notion du caractère sacré de la vie.

52. Mme GAER, Rapporteuse de pays, dit que, vu le nombre de changements en Ukraine depuis les rapports périodiques précédents, le Comité se réjouit d'explorer la manière dont la Convention peut être appliquée efficacement. Elle se réjouit que l'Ukraine ait ratifié le Protocole facultatif à la Convention et salue les informations détaillées fournies dans le rapport, en particulier sur la situation de la traite des êtres humains. Elle observe néanmoins que le Gouvernement semble quelque peu insatisfait des conclusions du Comité concernant le rapport précédent présenté par l'Ukraine. Elle rassure la délégation de la volonté du Comité de collaborer avec les États parties pour trouver des solutions.

53. En ce qui concerne le nouveau Code pénal et sa pertinence pour l'article premier de la Convention, elle dit que plusieurs points sont apparemment absents du champ d'application de la nouvelle loi, qui semble, par exemple, faire référence uniquement aux actes de violence et non à la torture psychologique. Son application semble en outre se limiter aux forces de l'ordre et non aux autres agents de l'État. Un des objectifs de la définition de la torture de l'article premier est d'éliminer son utilisation en tant que moyen de discrimination, tandis qu'au titre de la loi ukrainienne, il s'agit seulement de collecter des informations ou d'infliger une peine. De même, l'inaction délibérée, l'acquiescement ou le consentement de la part des forces de police ne figure pas dans la définition. Elle demande dès lors à la délégation d'expliquer comment la définition de la torture de la nouvelle législation remplit les conditions de l'article premier de la Convention, qui requiert d'intégrer tous les éléments de la définition de la torture.

54. En ce qui concerne les droits des étrangers (article 2), elle dit que le paragraphe 12 des réponses écrites indique que les étrangers ont accès à un conseil, sauf dispositions contraires de la Constitution, d'autres lois ou de traités internationaux auxquels l'Ukraine est partie. Elle se demande si l'Ukraine a conclu des traités d'extradition avec l'Ouzbékistan ou d'autres anciennes républiques soviétiques qui refusent un conseil juridique aux étrangers.

55. L'article 43 du Code de procédure pénale confirme le droit d'un détenu à l'assistance d'un avocat dès le moment de la détention, mais elle demande à la délégation de préciser s'il faut interpréter les termes «moment de la détention» comme prenant cours au moment où le suspect est appréhendé, quand il est emmené dans un établissement de détention ou quand les charges sont portées contre lui. La question revêt une importance particulière pour la recommandation faite par le Comité européen pour la prévention de la torture, en ce sens que la «détention» doit être considérée comme débutant au moment de l'arrestation, moment auquel la liberté de mouvement de la personne concernée est restreinte au départ. En outre, il a été porté à l'attention du Comité que l'application de la disposition constitutionnelle selon laquelle il faut une ordonnance du tribunal pour priver une personne de liberté est souvent négligée. En fait, la décision sur la base d'une ordonnance du tribunal est plutôt l'exception. Elle souligne que la période de «détention non reconnue» ou «pré-détention» est celle qui donne lieu au plus grand nombre de plaintes des détenus pour abus. En guise de mesure préventive, dès lors, il importe de prévoir rapidement l'accès à l'assistance juridique, un examen médical indépendant et le contact avec les membres de la famille.

56. Elle note qu'une exception permet aux autorités de prolonger la période de garde à vue et de la porter à 10 jours. La délégation peut-elle fournir des chiffres sur le nombre de cas et les circonstances dans lesquelles ces exceptions sont accordées? En Ukraine, les détenus sont censés être déférés au tribunal dans les 72 heures ou libérés, mais si elle entend bien, les juges ne demandent pas aux forces de l'ordre de démontrer que les détenus auraient pu comparaître dans un délai plus bref. Par ailleurs, le Comité a reçu des rapports crédibles affirmant qu'en aucun cas, un détenu n'a été déféré devant le tribunal dans un délai d'un jour à compter de son arrestation. Elle demande dès lors quel est le délai habituel avant de déférer les détenus devant un juge.

57. Vu l'incertitude actuelle quant au fonctionnement du Parlement ukrainien, elle est curieuse de savoir où en est l'amendement en cours du Code de procédure pénale et quel en aurait été le calendrier dans des circonstances normales. Elle s'inquiète quelque peu du fait que les amendements apportés élargissent les bases sur lesquelles les personnes peuvent être détenues. Par ailleurs elle désire savoir à quel rythme et à quel délai les juges reportent généralement les audiences et pourquoi les personnes dont la garde est prolongée sont placées dans des centres de détention préventive plutôt que dans des cellules de prison.

58. Quant à la question des femmes et de la violence sexuelle, elle note que 506 plaintes ont été déposées mais que 6 seulement ont été reconnues comme fondées, des charges officielles ont été portées dans 3 cas seulement et d'après les réponses, il n'y a eu aucun cas de harcèlement sexuel. La crédibilité de ces résultats est douteuse et elle demande donc à la délégation d'expliquer si les mesures en vigueur pour traiter les plaintes sont adéquates pour déceler les abus.

59. Elle se réjouit de la diminution de l'incidence du bizutage dans les forces armées, même si le nombre total de plaintes reste élevé. Elle est intéressée de savoir comment le Gouvernement

classe les actes criminels, les décès et actes de bizutage au sein des forces armées, pour déterminer l'absence de torture, et si les supérieurs peuvent être tenus pour responsables des abus de leurs subordonnés. En ce qui concerne les suicides faisant suite à un abus d'autorité, elle demande des détails complémentaires concernant les 73 cas de 2006. De quelles formes de violence s'agissait-il et pourquoi aucun d'eux n'est-il passé en jugement? Elle félicite le Gouvernement pour la mise en ligne d'un site Web et la création d'une ligne téléphonique d'urgence pour les victimes d'abus et de traitement dégradant. Elle voudrait savoir également combien de plaintes ont été déposées et le taux de réussite pour les résoudre.

60. En ce qui concerne le paragraphe 31 du rapport périodique, qui déclare que les chefs d'unité sont tenus de procéder à des inspections des locaux officiels en vue d'identifier les objets pouvant être utilisés dans les méthodes d'interrogatoire non autorisées, elle demande s'ils visitent ces locaux en personne et combien d'objets ils ont découverts à cette occasion. Elle se demande si quelqu'un a été poursuivi ou a fait l'objet de sanctions disciplinaires à la suite de ces visites.

61. L'Ukraine est désireuse de mettre en place des mécanismes nationaux et de demander conseil au titre du Protocole facultatif à la Convention, mais les ONG épinglent une série de préoccupations en matière de surpopulation, de mauvais traitement des prisonniers et de recours prévu à des unités spéciales pour réprimer les émeutes en prison. Elle demande à la délégation de commenter la décision d'instaurer des unités antiémeutes, d'expliquer si elles seront utilisées fréquemment et leur rôle en matière de terrorisme.

62. Elle s'inquiète également de l'absence d'action de la police dans les cas de violence familiale et des procédures relatives au rapatriement forcé des demandeurs d'asile déboutés. Elle demande à la délégation de commenter la possibilité de rouvrir des dossiers, en particulier parce que des mauvais traitements graves ont été signalés de personnes expulsées dans leur pays d'origine, ainsi que des allégations de secret, de manque de transparence des procédures d'expulsion et d'extradition, ainsi que de mauvais suivi du sort des rapatriés. Elle demande également d'éclaircir le système utilisé pour filtrer les demandeurs d'asile à la frontière orientale de l'Ukraine et les circonstances dans lesquelles une personne sous le coup d'une demande d'extradition peut porter une demande d'asile devant le tribunal.

63. En ce qui concerne les questions 11 et 12, elle dit qu'il faudrait recueillir davantage de statistiques concernant le type de plaintes pour traitement abusif portées contre les agents de l'État et toute sanction de ces personnes. Le Comité a été informé, par exemple, qu'un policier convaincu de mauvais traitement a été condamné à une peine inférieure à la peine minimale pour les différents délits dont il a été reconnu coupable et a même bénéficié d'une libération conditionnelle. Par ailleurs, dans un cas porté devant la Cour européenne des droits de l'homme, le fonctionnaire coupable, d'après les informations du Comité, travaillait toujours en tant que policier, alors que l'État partie poursuivait l'enquête. Elle demande pourquoi un complément d'enquête a été jugé nécessaire dans une affaire sur laquelle le tribunal avait déjà statué et si l'État partie estime que les peines imposées dans ces affaires sont conformes à l'exigence de l'article 4 de la Convention, qui prévoit que les peines pour tortures doivent être proportionnelles à la gravité du délit.

64. Enfin, en ce qui concerne la question 13, elle demande si, dans le cas d'un ressortissant étranger présent sur son territoire et accusé dans un autre pays, les autorités ukrainiennes ont déjà décidé de poursuivre cette personne devant leurs tribunaux nationaux plutôt que de l'extrader.

65. M. KOVALEV, Co-rapporteur de pays, dit que l'État partie fait manifestement des progrès dans ses efforts pour renforcer la protection des droits de l'homme. Il salue en particulier l'inclusion des droits de l'homme dans les programmes de cours à tous les niveaux. Il voudrait néanmoins avoir plus d'informations sur la formation aux dispositions de la Convention dispensée aux forces de l'ordre ainsi qu'au personnel médical et militaire, sur la formation dispensée à la police antiémeute et de contrôle des foules, en vue d'encourager une action autre que l'utilisation de la force, et sur la façon dont ceux qui sont chargés de dispenser la formation sur les droits de l'homme ont été eux-mêmes formés et par qui. Il s'enquiert aussi de savoir si le personnel médical connaît le Protocole d'Istanbul.

66. Passant à l'article 11 de la Convention, il demande un complément d'information sur les mécanismes de surveillance des conditions de détention, en particulier le rôle, l'autorité et les membres des conseils de surveillance. Il s'inquiète de ce que, d'après les informations fournies par les ONG, chaque détenu dispose d'un espace de 2,5 mètres carrés seulement en moyenne, ce qui est nettement inférieur à la norme européenne. En outre, un détenu qui porte plainte fait l'objet d'une sanction administrative et, souvent, d'intimidation par des unités spéciales; il est incité à retirer sa plainte et dès lors personne ne porte plainte. Un complément d'information est souhaitable aussi concernant le travail du mécanisme de surveillance des droits fondamentaux des citoyens, qui dépend du Ministère de l'intérieur, en particulier son fonctionnement et le nombre de membres du personnel du Ministère sanctionnés pour violation des droits de l'homme.

67. En ce qui concerne l'article 12 de la Convention, il souligne l'importance de veiller à ce que toutes les allégations de torture soient examinées et que les détenus aient accès à un conseil juridique dès le moment où ils sont détenus. Il reconnaît qu'il y a pénurie d'avocats dans certaines régions et demande s'il y a des associations du barreau avec lesquelles le Gouvernement pourrait négocier la prestation de services juridiques pour les détenus.

68. Il s'inquiète que, bien que plus de 1 400 plaintes aient été déposées par des détenus (question 30), il n'y ait eu aucune condamnation et, dès lors, aucune indemnisation des victimes. La délégation devrait mentionner le/les responsable(s) de l'enquête sur ces plaintes et l'état actuel des enquêtes. Le Comité a également reçu des rapports concernant des aveux et dépositions obtenus sous la torture et demande si ces allégations ont fait l'objet d'une enquête et si ces aveux ou dépositions ont été rejetés parce qu'ils avaient été obtenus sous la contrainte.

69. À propos de l'article 16, il demande à la délégation de fournir un complément d'information sur la situation en matière de traite des êtres humains avec exploitation sexuelle des femmes et sur le nombre de cas faisant l'objet d'une enquête. Il demande si l'État partie a enquêté sur les rapports concernant l'utilisation de langage extrêmement désobligeant et provocateur faisant référence aux Roms dans l'article d'un journal de l'ouest de l'Ukraine. Enfin, il demande un complément d'information sur la situation des immigrants de plusieurs pays renvoyés en Ukraine par les gardes-frontières hongrois, comme ils y sont autorisés au titre de l'accord entre l'Ukraine et la Hongrie sur la réadmission des immigrants et demande si l'État partie a des accords similaires avec d'autres pays.

70. M. GALLEGOS CHIRIBOGA reconnaît les efforts de l'État partie pour renforcer le cadre juridique de protection des droits de l'homme mais dit qu'il faut également changer la société et encourager le développement d'une culture des droits de l'homme. Dans ce contexte, il souligne l'importance de s'attaquer au problème de l'impunité, en assurant que les violations des droits de l'homme et les abus sont examinés en profondeur et que les auteurs sont adéquatement punis. L'État partie a la responsabilité de s'engager, avec les organisations de la société civile et la communauté internationale, notamment par des organes comme le Comité, à protéger et promouvoir les droits de l'homme.

71. M. GROSSMAN dit que l'État partie a l'obligation de continuer à parfaire ses organes chargés des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne l'interdiction de la torture. L'intégration du crime de torture dans le Code pénal est essentielle et fournira la base des poursuites de ces crimes et de l'élimination de l'impunité, facilitera la collecte de statistiques, assurera que les coupables sont punis et garantira aux victimes le droit à une indemnisation. Il souligne néanmoins la nécessité d'instaurer des mécanismes indépendants pour examiner les allégations de torture par les agents de l'État, en vue d'éviter leur blanchiment pour ces crimes.

72. Mme BELMIR dit qu'elle s'inquiète du manque d'examen judiciaire des plaintes pour torture, étant donné que le Procureur général a l'autorité de décider de ne pas donner suite à une plainte pour torture ou mauvais traitement. Ces cas ne sont donc jamais présentés devant un tribunal. Elle se demande aussi quelle peut être l'efficacité du Médiateur en matière de suivi des plaintes, en particulier si peu de plaintes parviennent à son Bureau.

73. M. MARIÑO MENÉNDEZ demande si la police et les forces armées reçoivent une formation en techniques d'interrogatoire appropriées et si les détenus étrangers sont informés de leur droit de contacter leur consulat ou leur ambassade. Il se réjouit de la ratification par l'État partie d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme mais se demande s'il respecte les dispositions de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe dans ses relations avec les Roms.

74. Il demande si l'État partie a l'intention de signer la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (dans la mesure où la disparition forcée peut être considérée comme une forme de torture) et la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles. Il demande d'éclaircir la politique de l'État partie en matière d'immigration, en particulier vis-à-vis des pays qui représentent un risque d'immigration et tous accords avec les pays européens concernant le retour des migrants. Enfin, il demande si l'État partie demande des garanties de protection diplomatique pour les personnes éloignées ou extradées.

75. Mme SVEAASS note que les ONG sont très actives dans cet État partie et demande si le Gouvernement s'adresse à elles pour fournir une assistance juridique aux détenus et aider les demandeurs d'asile. Elle voudrait un complément d'information sur le rôle des certificats médicaux dans la procédure d'asile et sur le respect des recommandations du Protocole d'Istanbul, ainsi que concernant les programmes, y compris en collaboration avec les organisations internationales, visant à réhabiliter les victimes de torture, qui sont pour beaucoup des réfugiés.

76. En ce qui concerne l'indemnisation des victimes de torture, elle dit que le Comité a reçu des rapports signalant au moins certains cas où les membres des forces de l'ordre ou des forces armées ont été poursuivis et jugés coupables. Elle se demande dès lors si dans ces dossiers au moins, les victimes ont été indemnisées. Enfin, elle prend acte des efforts de l'État partie pour promouvoir la diversité dans les forces de police, mais se demande si ces efforts concernent aussi les Roms.

La séance est levée à 13 heures
